



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Inspection générale de l'environnement
et du développement durable**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de
la commune de Bourg-Saint-Bernard (31)**

N°Saisine : 2024-013626

N°MRAe : 2024DKO54

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du Code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021, 24 mars 2022, 28 septembre 2022, 19 juillet 2023 et 4 septembre 2023 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2024 - 013626 ;**
- **Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Bourg-Saint-Bernard (31) ;**
- **déposée par la commune de Bourg-Saint-Bernard ;**
- **reçue le 02 août 2024 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 07 août 2024 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne en date du 07 août 2024 ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la commune de Bourg-Saint-Bernard procède à la révision de son zonage d'assainissement des eaux usées (superficie communale de 17 km², 1110 habitants en 2021, avec une augmentation de la population de 1,72 %/an depuis 2014, source INSEE) et prévoit :

- le retrait de la zone d'assainissement collectif existante des secteurs non raccordés à la station d'épuration ;
- l'extension de la zone d'assainissement collectif à la zone AUb inscrite au PLU de la commune et située en limite du zonage d'assainissement collectif actuel ;
- le maintien du reste de la commune en assainissement non collectif ;

Considérant la localisation de la commune :

- en partie concernée par la ZNIEFF¹ de type 1 « *La Vendinelle, le Girou et prairies annexes* » ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captage ;
- en partie concernée par des zones inondables référencées à l'atlas des zones inondables ;

¹ Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

Considérant que le schéma directeur des eaux usées a inclus un diagnostic des systèmes d'assainissement et que ce diagnostic met en avant :

- des dysfonctionnements récurrents sur le fonctionnement de la station d'épuration communale d'une capacité épuratoire de 550 EH (surcharge organique et hydraulique, dépassement des normes de rejet, impact constaté sur le milieu récepteur) ;
- la présence d'eaux claires parasites et météoriques dans le réseau d'assainissement à l'origine de surcharges et de déversement par temps de pluie ;

Considérant que le schéma directeur des eaux usées associé au zonage d'assainissement prévoit un plan de travaux qui consiste à limiter les entrées d'eaux claires parasites dans les réseaux d'assainissement ;

Considérant que la création d'une nouvelle station d'épuration est prévue d'une capacité de 750 à 800 EH conçue pour répondre aux charges actuelles et futures ;

Considérant que le diagnostic mené par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) montre que 33 % des installations d'assainissement non collectif (ANC) sont non-conformes (80 installations sur les 245 installations existantes) ; que ces installations sont situées dans des habitats diffus sur l'ensemble du territoire en dehors des secteurs à enjeux environnementaux ; que pour l'ensemble des installations des solutions de mises aux normes existent par l'exercice des missions incluses dans la compétence assainissement non collectif (avis sur les permis de construire, contrôle des dispositifs, vente immobilière) ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Bourg-Saint-Bernard (31) limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE susvisée ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Bourg-Saint-Bernard (31), objet de la demande n°2024 - 013626, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 10 septembre 2024

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Christophe Conan
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.